

LE DEVOIR

Le Devoir

Les Actualités, samedi 16 juin 2001, p. A1

Les autochtones et nous

La gravité des choses

De l'importance cachée des questions autochtones

Bouchard, Serge

Les relations entre les Blancs et les Amérindiens restent irrésolues. Les malentendus passés et présents pèsent sur les tentatives de rapprochement auxquelles travaillent pourtant de nombreuses personnes. Afin d'y voir plus clair, Le Devoir lance aujourd'hui une série, Les autochtones et nous, qui occupera la page Idées tous les samedis de l'été jusqu'à la fête du Travail. Plusieurs de nos collaborateurs élaboreront autour de cette idée selon laquelle, tout en reconnaissant les différences des Premières Nations, il est souhaitable que celles-ci fassent de plus en plus partie du "nous". Le sociologue Jean-Jacques Simard lance la série en dénonçant justement l'idée de deux mondes séparés. Plus tard cet été, Charles Taylor déplorera que les autochtones n'aient pas été inclus dans le "nous" dont ont traditionnellement parlé les Québécois et les Canadiens. Outre ces deux auteurs, les collaborateurs qui écriront au cours des prochaines semaines sont Pierre Trudel, Yvette Vachon, Dominique Collin, Denys Delâge, Éric Gourdeau, Pierre Gerlier-Forest, Renée Dupuis, Guy Bellefleur, Carole Lévesque, Ghislain Otis, Gérard Duhaime, Georges Filotas, Roméo Saganash et Louis-Edmond Hamelin. - Paule des Rivières

La question est souvent posée: pourquoi attache-t-on une pareille importance aux réalités autochtones? Par quel détour ou quelle magie un si petit nombre de personnes parvient-il à secouer régulièrement la vie politique, au Québec comme au Canada? Les chiffres ne mentent pas. Le poids politique des Premières Nations est sans commune mesure avec leur poids démographique. Au Québec, ils sont cent mille sur une population de sept millions. S'il n'en tenait qu'à cette dimension, cette question n'aurait aucun sens politique. Mais l'importance du sujet tient certainement à autre chose. Se pourrait-il que le sujet ait le poids de sa gravité et l'empreinte de sa densité? Cela nous changerait de la suprématie des chiffres.

La réponse n'est pas simple si seulement il en est une. La simplicité d'opinion est d'ailleurs l'ennemi no 1 dans cette affaire. Ce qui est simple ne convient pas. Nous devrions le savoir pour avoir sous les yeux tous les programmes simples de solutions accumulées sur des générations. Il n'y aurait pas de problème indien si les Indiens n'existaient pas. Régler l'affaire en la faisant disparaître, effacer les Indiens de la carte en les assimilant tout simplement fut la politique officielle de ce pays pendant plus de 100 ans, entre 1840 et 1960. Avant 1969, personne n'attachait d'importance aux Indiens, sinon pour s'intéresser à l'exotisme de leurs cultures. Mais depuis, les choses ont bien changé: le rendez-vous est désormais incontournable.

La faille est d'abord historique. D'une manière certaine, les Premières Nations posent un lapin à la mémoire. Voilà le péché originel de l'histoire officielle du Canada, version anglaise, version française. Comment exister aujourd'hui quand on n'existe pas dans l'histoire? Il nous faudrait tout récrire, tout refaire de bout en bout, changer les programmes afin de commencer seulement à réaliser les conséquences de cet oubli. D'ailleurs, par le biais de l'histoire revisitée, nous commençons déjà à comprendre la question du poids relatif des sociétés autochtones dans la vie politique actuelle. Elles furent manipulées, laissées pour mortes, vidées de leur contribution et de leur dynamisme. Et voilà qu'elles réapparaissent, comme des fantômes dont on ne sait plus trop bien de quoi ils parlent ni d'où ils viennent.

Dans la même veine, nous pourrions soutenir que la faille est morale. Nous héritons d'un passé pourri. Qui dit fantôme dit aussi squelette, et nous en avons un de taille dans le garde-robe de notre histoire. Les mesures législatives et bureaucratiques établissant la tutelle générale de la condition indienne en ce pays, je parle de la Loi sur les Indiens, est une honte nationale. La mentalité raciste du XIXe siècle nous a laissé cette monstruosité en partage. C'est parce que les Indiens étaient jugés incapables et inférieurs que le statut d'Indien repose sur le

principe de l'incapacité légale. Or cette tutelle existe encore. Dans la société canadienne de tous les droits, voilà une petite urgence.

La question est tout aussi grave par un autre bout. Les conditions sociales et les perspectives économiques d'un grand nombre de communautés sont pour le moment lamentables. Le désespoir des jeunes, l'oisiveté malsaine, la dépendance chronique, les toxicomanies, l'indignité rampante, autant de dimensions tragiques que nous ne pouvons plus cacher sous le prétexte de la marginalité. En ce sens, les situations des autochtones sont des versions extrêmes de ce qui se passe dans bien des régions dites éloignées en ce pays. La misère n'est pas l'exclusivité des Indiens. Le développement des régions, l'attachement territorial, l'avenir économique et la qualité de vie, tout se bouscule au portillon des problèmes insolubles. Il en va de l'avenir des territoires, il en va de l'avenir tout court quand il s'agit du destin des nombreuses communautés, autochtones ou pas, qui vivent pour le moment en sursis sur un territoire qui ne se suffit pas à lui-même. Discuter de l'avenir des communautés autochtones sur le territoire considéré dans toute son ampleur revient à envisager une question cruciale qui nous concerne tous: création de richesse et développement régional, ressources renouvelables et occupation du territoire. Ce n'est pas rien.

Se pose finalement la vraie question. Les Premières Nations nous renvoient tous à la table à dessin. Que devient la pulsion culturelle dans l'ordre politique? Combien de fois avons-nous cru cette question réglée, en Europe comme ici? Finis les peuples, vive le citoyen du monde. Cela dit en anglais, en français ou dans n'importe laquelle des langues dominantes. Or il se trouve que les cultures, grandes ou petites, ne veulent pas mourir. Mondialisation ou pas, les identités se manifestent, et la diversité est au programme. Il se trouve que les petits peuples veulent faire valoir leurs droits collectifs. Les Premières Nations nous annoncent une immense exception culturelle et forcent le jeu d'une redéfinition des structures politiques. Si le Québec doit exister, si le Canada doit survivre, selon la conviction de tout un chacun, cette question devra être abordée. Nous allons devoir briser le mur des précédents et des habitudes. Il nous faut imaginer dans le politique un nouvel ordre qui convienne aux aspirations culturelles.

Il en faudra, de la bonne foi et de l'énergie créatrice, pour traverser le miroir de tous les malentendus. Les autochtones ne sont pas des cas spéciaux, à la marge d'un raisonnement poussé à son extrême. Nous sommes tous dans le même bateau, ici, maintenant. Il en va de notre avenir, celui-là, donc, de nos enfants. Pourquoi donc se surprendre de la gravité de la chose? Et de son importance? Alors, autant en parler, et en parler beaucoup, car le monde devant nous est encore à faire. Je ne vois pas comment ce monde nouveau pourrait une autre fois exclure les Premières Nations. Au Québec seulement, je vois mal un avenir sans les Cris, les Anishinabes, les Innus, les Inuits, les Attikameks, les Abénakis, les Wendats, les Mohawks, les Micmacs, les Malécites, les Métis. D'ailleurs, si chacun reconnaissait ses anciens et ses profonds métissages, nous porterions mieux le manteau de nos identités.

Illustration(s) :

Que devient la pulsion culturelle dans l'ordre politique?

© **2001 Le Devoir. Tous droits réservés.**

Numéro de document : news-20010616-LE-0002

PUBLI-C news-20010616-LE-0002

Ce certificat est émis à **Abonné** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2013-01-18**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.